

AUTRES FACETTES

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

Numéro 8

novembre 2002

LE PROJET DE CERTIFICATION DE KIMBERLEY EST ADOPTÉ

Lancement prévu le 1^{er} janvier 2003

Le 5 novembre, après la douzième réunion du Processus de Kimberley, des ministres et des délégués gouvernementaux de 35 pays, en plus des pays représentés par l'Union européenne, se sont entendus pour lancer un système de certification des diamants bruts le 1^{er} janvier 2003. La date ainsi que les grandes lignes de l'accord ont été déterminées en mars, mais un lancement efficace simultanément requerrait de nouvelles réglementations dans la plupart des pays et, dans certains cas, de nouvelles lois. À quelques exceptions près (la Thaïlande, Malte, Chypre, le Japon, l'Ukraine), la plupart des participants – y compris tous les principaux pays producteurs et commerçants de diamants – ont déclaré être prêts pour la mise en œuvre.

Après la réunion, tenue à Interlaken, en Suisse, certaines questions sont demeurées en suspens. Malgré les 18 mois qu'ont duré les discussions à propos des statistiques sur la production et le commerce, on n'a encore élaboré aucune mesure pour la création d'un système de collecte et de diffusion. On s'attend à ce que cela soit fait dans les prochains mois. Et, bien que les ONG aient accueilli favorablement la décision de lancer le processus, huit des organisations qui participaient à la réunion ont dit qu'elles continuaient d'être profondément préoccupées par le fait qu'il n'y ait toujours pas de système de surveillance indépendante périodique de tous les systèmes de contrôle nationaux. « Sans cela, ont-elles dit, l'ensemble du système demeure sujet aux abus. »

L'importance de l'accord dans sa forme actuelle, c'est que des pays de transit non participants tels que le Congo Brazzaville, la Gambie, le Rwanda et l'Ouganda seront exclus à compter du 1^{er} janvier 2003, ce qui bloquera de nombreuses importantes voies qu'empruntent les diamants de guerre et les diamants illicites. Et temps et lieu, tous les exportateurs de diamants exigeront un document de provenance vérifiable, montrant le lieu d'origine exact des diamants.

Au cours des réunions de travail qui ont précédé l'accord officiel, les ONG ont rencontré des représentants de l'industrie du diamant afin de discuter de la détérioration des communications qui a engendré les manifestations des ONG au cours du World Diamond Congress à Londres, en octobre. On a convenu de faire des efforts, de part et d'autre, afin de faire connaître les répercussions de l'accord de Kimberley dans toute l'industrie. Dans son communiqué de presse, le Conseil mondial du diamant faisait allusion au système d'auto-réglementation proposé par l'industrie, qui soutiendra le Processus de Kimberley. « Les membres de l'industrie et du commerce internationaux du diamant donneront à leurs vérificateurs indépendants la tâche de s'assurer que les registres de garanties sont créés et tenu à jour, affirme le communiqué, conformément au système de certification du Processus de Kimberley. Cette certification sera soumise à une vérification par le gouvernement. »

AUTRES FACETTES

Autres facettes, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants, est une publication conjointe de Partenariat Afrique Canada (Ottawa), de l'International Peace Information Service (Anvers) et du Network Movement for Justice and Development (Freetown). Les points de vue exprimés dans *Autres facettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction.

Nous reconnaissons l'appui du Program on Global Security and Sustainability de la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, de l'Agence canadienne de développement international, du Department for International Development, de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, du Centre de recherches pour le développement international, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, du Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile, d'Inter Pares, de CUSO, de Terre sans frontières, du Centre canadien d'étude et de coopération internationale et d'autres.

Pour communiquer avec *Autres facettes*, veuillez contacter Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa, ON, K1N 7Z2 Canada; courriel : hnda@partnershipafricacanada.org
www.partenariatafricacanada.org
ISSN : 1496-7502

UN RAPPORT SUR LA RDC CONDAMNE LE PILLAGE DES DIAMANTS ET DES RESSOURCES NATURELLES

Des douzaines de sociétés réfutent les accusations

Un rapport des Nations Unies attendu depuis longtemps, qui traite de l'exploitation illégale des ressources naturelles, a été publié le 16 octobre, soulevant un tollé général de la part de douzaines de sociétés du secteur privé dont le nom y est mentionné ainsi que de la part des gouvernements de plusieurs pays.

Le rapport des Nations Unies documente la corruption générale et massive au sein de l'industrie du diamant de la RDC ainsi que la collusion flagrante avec les gouvernements alliés, notamment le Zimbabwe. Il décrit en détail le pillage des diamants et d'autres ressources naturelles de la RDC par le Rwanda et l'Ouganda. Il décrit aussi la corruption généralisée, la dilapidation de l'actif, la fraude fiscale, le non-respect des sanctions, le détournement de fonds, l'extorsion, l'utilisation d'options sur actions à titre de pots-de-vin et le détournement des fonds publics par des groupes qui « ressemblent de près à des organisations criminelles ». Le rapport affirme que dans les régions contrôlées par le gouvernement congolais, on a transféré à des sociétés étrangères pour plus de cinq milliards de dollars US d'éléments d'actif de l'État tirés de l'extraction minière, tandis que l'État n'en retire aucun bénéfice depuis 1999. Il évalue que l'Armée Patriotique Rwandaise a encaissé 320 millions de dollars US par année grâce à ses opérations commerciales dans l'est du Congo. Selon le rapport, ces pratiques ont engendré la guerre et l'ont alimentée, de même que des meurtres et des violations des droits de la personne. Le rapport affirme que jusqu'à 2,5 millions de personnes sont mortes depuis le début de cette guerre, qui vivraient encore si la guerre n'avait pas eu lieu. Les diamants sont au cœur de cette histoire. (suite à la page 4)

ÉDITORIAL

LE COURAGE D'EN DEMANDER PLUS

Dans le numéro de septembre de *Mazal U'bracha*, Chaim Even-Zohar faisait paraître un énoncé d'opinion intitulé « Does Anyone Have the Guts to Say Enough is Enough? » Son propos était le suivant : étant donné que les guerres en Sierra Leone et en Angola sont terminées et que la paix a été instaurée en République démocratique du Congo, pourquoi donc aurions-nous besoin d'un système de certification du Processus de Kimberley pour les diamants bruts? Fondamentalement, cela fera grimper le coût des transactions et il y aura des retards considérables dans la circulation des diamants bruts. « Toutes ces mesures sont-elles encore vraiment nécessaires, demande-t-il? Si elles le sont, quels sont les arguments en leur faveur? »

Il existe plusieurs arguments, dont 37 500 vivaient dans des camps de réfugiés en Sierra Leone en novembre, et davantage encore traversaient chaque jour les frontières, fuyant les combats au Libéria. Là-bas, un seigneur de la guerre, le président Charles Taylor, défendait son régime sanglant avec des armes achetées en contrebande à plusieurs reprises au cours des quelques mois précédents, selon ce qu'en dit un groupe d'experts des Nations Unies, et ce malgré un embargo sur les armes. Ces armes – et probablement celles de ses adversaires – avaient été achetées avec de l'argent obtenu frauduleusement par le biais de la vente de diamants et de bois d'œuvre.

Le rapport du groupe d'experts sur la RDC, présenté en octobre, contient 29 arguments en faveur du Processus de Kimberley. Il s'agit des sociétés Ahmad Diamond Corporation, Asa Diam, COSLEG, Oryx Natural Resources, Sierra Gem Diamonds, Triple A Diamonds ainsi que de 23 autres sociétés auxquelles le groupe d'experts a recommandé au Conseil de sécurité d'imposer des restrictions financières en raison de leurs activités liées à la violation des sanctions et au commerce des produits de guerre, et de leurs comportements illicites. Le rapport présentait d'autres arguments : la corruption massive dans l'industrie du diamant de la RDC et la collusion flagrante avec les gouvernements alliés, notamment le Zimbabwe. Le pillage des diamants et d'autres ressources naturelles par le Rwanda et l'Ouganda. La subornation, la dilapidation des actifs, la fraude fiscale, la violation des sanctions, le détournement de fonds, l'extorsion, l'utilisation d'options sur actions comme pots-de-vin et le détournement de fonds publics, commis par des groupes qui ressemblent beaucoup à des organisations criminelles. D'autres arguments s'ajoutent : le meurtre, les violations des droits de la personne, la destruction, les enfants privés d'éducation, les familles auxquelles on a volé leur foyer et leur avenir. Le Comité international de secours affirme que 2,5 millions de personnes sont mortes depuis le début de la guerre, qui vivraient encore si la guerre n'avait pas eu lieu. Les diamants ainsi que d'autres ressources ont été utilisés au profit de quelques-uns, à un prix très, très élevé pour la majorité. Assez de *cela*, c'est sûrement assez.

Chaim Even-Zohar dit : « Il ne fait aucun doute que nous devrions tout faire pour se débarrasser des diamants de guerre – mais que faites-vous lorsque les conflits en question sont terminés? » Les conflits ne sont *pas* terminés et ne seront jamais complètement finis tant que ne seront pas entièrement disparues l'occasion que représente les diamants ainsi que la contamination par la corruption de l'industrie du diamant. Le Processus de Kimberley est un début. Mais, malgré l'imminence de l'adoption d'un mécanisme, la planification du Processus de Kimberley n'a absolument rien fait pour enrayer les comportements décrits dans le rapport des Nations Unies sur la RDC. Tout se poursuit comme si de rien n'était. Et le Processus de Kimberley n'a fait qu'établir des normes « minimales »; jusqu'à maintenant, on n'a accepté aucune surveillance périodique indépendante des systèmes nationaux qui sont en voie d'être établis. Sans elle, les comportements décrits dans le rapport sur la RDC se poursuivront, et le Conseil de sécurité sera forcé de continuer à faire le travail du Processus de Kimberley. Quelqu'un a-t-il le courage de dire que *cela* n'est pas assez?

« Fonds de secours du diamant » pour les producteurs pauvres

En octobre, l'industrie du diamant a lancé un « fonds de secours du diamant » visant à réduire la pauvreté dans les plus pauvres des pays producteurs de diamants. Le Botswana a été le premier bénéficiaire du fonds, auquel un représentant du Diamond High Council de la Belgique a dit que l'organisme fournirait près de 250 000 € ou environ 244 000 \$ US pour les programmes sociaux, médicaux et d'éducation dans le pays. Le Botswana, dont le PIB s'élève à plus de 7 000 \$ par habitant, a longtemps été cité en exemple par l'industrie du diamant comme un pays pouvant s'enorgueillir d'une infrastructure sociale imposante, et ce grâce aux diamants. Lorsque Partenariat Afrique Canada a soulevé des doutes quant au volume des avantages que tiraient des diamants les plus pauvres habitants du Botswana, dans un rapport publié plus tôt cette année (*Les diamants : éternels ou providentiels? L'impact économique des diamants en Afrique australe*, par Ralph Hazleton), le président de De Beers, Nicky Oppenheimer, ainsi que d'autres personnes proches du Botswana ont accusé l'organisation de négativisme injuste.

« Si le Botswana va si bien, a dit Hazleton, pourquoi l'industrie n'a-t-elle pas fait un don pour venir en aide à ceux qui souffrent encore plus en Angola ou en Sierra Leone? » À la fin de septembre, il y avait 37 500 réfugiés dans les camps de la Sierra Leone, et le UNHCR n'avait pas assez d'argent pour réagir à l'urgence grandissante en raison d'un financement insuffisant de la part des gouvernements donateurs. Et les milliers de Sierra-Léonais qui vivent dans les camps de personnes déplacées depuis des années attendent toujours de l'aide pour retourner chez eux, puisque le financement des donateurs ne suffit pas à payer le transport et la réinstallation.

Prenant la parole à la réunion d'Anvers où l'on a annoncé le « fonds de secours du diamant », l'ancien vice-président des États-Unis, Al Gore, a dit : « C'est un nouveau départ pour votre industrie. Je prédis que c'est la fin d'une période de deux ans et demi de publicité négative sur les diamants de guerre. »

Le groupe d'experts des Nations Unies sur le Libéria dépose son rapport

Le groupe d'experts des Nations Unies sur le Libéria a rapporté au Conseil de sécurité, en octobre, que le conflit qui perdure dans ce pays a continué de se propager, des réfugiés débordant les frontières jusqu'en Sierra Leone et en Guinée. Le rapport documente la poursuite des violations de l'embargo des Nations Unies sur les armes, y compris des livraisons au Libéria, au cours de l'été, de 200 tonnes d'armes illégales. Les armes provenaient en grande partie d'un ancien stock yougoslave fourni par un marchand d'armes bulgare qui utilisait de faux certificats d'utilisateur nigériens. Le financement des armes provenait des diamants, du bois d'œuvre et du registre de livraison sous pavillon de complaisance du Libéria. Le rapport conclut que les sanctions actuelles contre les diamants et les armes « ont eu un impact négligeable sur la situation humanitaire » au Libéria, parce que les diamants sont « confinés à un secteur d'activité économique traditionnellement petit, qui a été davantage touché par l'insécurité à Lofa que par les sanctions ». Le rapport affirme que le fait de lever l'embargo sur les armes sans effectuer une réforme adéquate du secteur en matière de sécurité laisserait la population civile encore plus à la merci des forces inconstitutionnelles, des milices armées et de l'appareil de sécurité violent du Libéria. On trouvera le rapport à <http://daccess-ods.un.org/doc/UNDOC/GEN/N02/626/80/IMG/N0262680.pdf?OpenElement>

RAPPORT DE SURVEILLANCE DU PROCESSUS DE KIMBERLEY

« La lumière du jour est le meilleur désinfectant »

Le Projet sur les diamants et la sécurité humaine a publié en octobre un important rapport qui traite de la faiblesse des dispositions du Processus de Kimberley en matière de surveillance. Intitulé *Le Processus de Kimberley : Les arguments en faveur d'une surveillance adéquate*, le rapport affirme que le système de certification des diamants bruts du « Processus de Kimberley » n'arrêtera pas le commerce des diamants qu'on appelle « de guerre » ou « de sang » à moins qu'il ne mette au point des procédures de surveillance indépendante périodique de tous les systèmes de contrôle nationaux.

Bien que les diamants de guerre ne représentent qu'une faible proportion du commerce des diamants, les diamants illicites représentent jusqu'à 20 p. 100 du commerce mondial annuel, affirme le rapport. Ce degré d'illégalité a ouvert la voie aux diamants de guerre et, quelle que soit l'issue des actuels conflits, il continuera à menacer la paix et la stabilité en Afrique.

Le rapport étudie les dispositions du Processus de Kimberley en matière de surveillance, telles qu'acceptées à sa réunion de mars 2002, à Ottawa. Il les compare aux dispositions en matière de surveillance que prévoient d'autres accords internationaux, sur les mines terrestres, les armes chimiques et le blanchiment d'argent. Il fait valoir que des mesures beaucoup plus rigoureuses devront être prises par le Processus de Kimberley pour que l'accord soit crédible et efficace. Le rapport conclut qu'en l'absence de telles mesures, le Processus de Kimberley créera un faux sentiment de sécurité, ce qui permettra aux diamants de guerre de continuer d'entrer dans le système, compromettant, en bout de ligne, la sécurité de l'ensemble de l'industrie du diamant. Le Projet sur les diamants et la sécurité humaine est un effort conjoint de Partenariat Afrique Canada (Ottawa), de l'International Peace Information Service (Anvers) et du Network Movement for Justice and Development (Freetown). Le rapport est disponible à www.partenariatafriquecanada.org

UN NOUVEAU RAPPORT SUR LES DIAMANTS DE LA SIERRA LEONE

Les Libanais censurés

Durant 10 années, une guerre civile sanglante a presque détruit le petit pays de l'Afrique de l'Ouest qu'est la Sierra Leone. Aujourd'hui, un accord de paix a été signé, mais il y a davantage de Casques bleus des Nations Unies en Sierra Leone que dans tout autre pays au monde. Les diamants ont motivé les rebelles du Revolutionary United Front (RUF), et les diamants ont payé leurs armes et leur brutalité.

Guerre et paix en Sierra Leone, un nouveau rapport du Projet sur les diamants et la sécurité humaine, analyse le rôle historique qu'ont joué les diamants en Sierra Leone, et plus particulièrement depuis l'intervention des Nations Unies, en 2000. Il évalue les efforts du gouvernement de la Sierra Leone pour garantir l'amélioration de la transparence et de la probité, et examine les résultats d'un projet pilote de certification des diamants.

Le rapport examine également un phénomène souvent commenté mais rarement étudié : le rôle que joue la grande communauté libanaise de la Sierra Leone, qui domine l'industrie du diamant et oppose des obstacles majeurs à une réforme significative. Diverses factions dans les conflits du Moyen-Orient, dont le Hezbollah et le Amal (fondé par un Libanais né en Sierra Leone), ont recueilli des fonds considérables auprès de la communauté libanaise de la Sierra Leone grâce au commerce des diamants. Le rapport fait valoir que même si les preuves de liens entre cette diaspora et le réseau terroriste Al-Qaida ne sont encore qu'anecdotiques, ces allégations se fondent sur des générations d'activités douteuses chez certains diamantaires libanais, et sur leurs relations avec des terroristes du Moyen-Orient figurant sur la liste américaine des personnes les plus recherchées ces dernières années. Le rapport est disponible à www.partenariatafriquecanada.org

LIVRES

Greg Campbell, **Blood Diamonds**, Westview Press, 2002, 251 pages, 26,00 \$ US

Le voici : le premier livre entièrement consacré aux diamants de guerre ou diamants de sang : *Blood Diamonds*. Il s'agit d'un livre sensible, écrit par un journaliste à la pige qui a passé du temps auprès des petits contrebandiers de diamants qui hantent les hôtels et les bars minables dans les environs de Lumley Beach, à Freetown; auprès des « généraux » du RUF et des enfants soldats dans les taudis qu'ils appellent « quartiers généraux »; et auprès de leurs victimes, dans des camps sordides destinés aux personnes déplacées. Le livre traite surtout de la Sierra Leone et de la route qu'ont empruntée les diamants à partir des lieux de massacre du district de Kono jusqu'à Anvers et New York. Mis à part son appétit sans fin pour des pierres de qualité, l'industrie est presque tenue à l'écart de l'histoire. L'auteur fait cependant preuve d'un dédain particulier envers De Beers et ses « excuses boiteuses pour se cacher derrière sa définition du terme diamants de guerre », décrivant un monde « d'espionnage et de secret, sans pitié », et la façon dont on exerce le contrôle et protège la valeur des diamants. Toutefois, à la fin du livre, l'auteur donne de plus en plus à croire qu'on « accueillerait favorablement le fait que le pays [Sierra Leone] continue de se stabiliser suffisamment pour que De Beers y joue à nouveau un rôle ».

Le livre ne porte pas sur l'industrie du diamant en soi. Il traite des horreurs d'une guerre qui a duré 10 ans et qui était alimentée par les diamants. L'auteur décrit avec force détails ce que le conflit a fait subir aux victimes et, dans son livre, celles-ci représentent plus que des statistiques. Kabba Jalloh, par exemple, décrit avec d'atroces détails le meurtre de sa famille par les rebelles du RUF, puis la façon dont on lui a coupé les mains et les avant-bras, au beau milieu des danses et des rires des rebelles. Ismael Dalramy décrit un événement semblable ainsi que son dernier geste avant de perdre les mains – retirer un bague que son fils lui avait donnée et la mettre dans sa poche. Campbell décrit également les bandits – Foday Sankoh et sa soif du pouvoir; le « général Tueur-d'enfants », la « Reine des mains coupées », le « général Moustique » et d'autres tueurs corrompus par la drogue ayant fait leurs enchères.

Lorsque le *New York Times* a fait la critique de *Blood Diamonds*, en octobre, on a dit qu'il n'y avait « pas beaucoup de nouvelles sources de renseignements ou d'erreurs flagrantes dans cette triste histoire ». Toutefois, il y a effectivement plusieurs petites erreurs. Mais il s'agit, dans un sens, de petits détails si on les compare à l'arrière-plan de terreur et de désespoir humain qui rend la lecture presque insoutenable. Et les diamants sont toujours à l'épicentre. L'auteur est à son meilleur, et le plus convaincant, lorsqu'il décrit des vies errantes que mènent à présent les membres d'un RUF à la dérive, de leurs victimes désespérées vivant dans des camps aux ressources insuffisantes, et des contrebandiers qui continuent de traîner au Paddy's Bar, essayant de faire un coup d'argent avec le malheur de la Sierra Leone.

RAPPORT SUR LA RDC (suite de la page 1)

Le rapport recommande l'imposition de restrictions financières à 29 sociétés. La plupart sont africaines, mais la liste compte également quatre sociétés diamantaires belges ainsi que le groupe minier belge George Forrest, qui est copropriétaire d'une entreprise avec le OM Group, dont le siège est aux États-Unis. Le groupe d'experts recommande d'interdire le déplacement de 54 personnes, ainsi que le gel de leurs biens personnels. Il identifie également 85 sociétés multinationales en Afrique du Sud, aux États-Unis et au Canada, qui ont enfreint les lignes directrices en matière d'éthique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans les régions en conflit.

La société Oryx Natural Resources a affirmé que les allégations contre elle étaient « absolument sans fondement », et a invité le groupe d'experts à répéter publiquement ces allégations, sans la protection des Nations Unies. Niko Shefer, un ancien courtier en produits de base, qui a fait de la prison pour fraude en Afrique du Sud et qui s'est déjà attribué lui-même le titre de consul honoraire du Libéria, a dit ne pas être sorti de l'Afrique du Sud depuis 2000. Interrogé au sujet de l'allégation du groupe d'experts selon laquelle l'une de ses sociétés détenait une part de 50 p.100 dans Thorntree Industries, une société diamantaire en coentreprise avec les Zimbabwe Defence Forces, Shefer a dit ne jamais avoir possédé d'actions de Thorntree. Le commandant général des forces armées du Zimbabwe, Vitalis Zvinavashe, a affirmé que les allégations contre le Zimbabwe et contre lui étaient « insensées ». Le conseiller présidentiel rwandais Theogene Rudasingwa a dit que les rapports portant sur son pays étaient également faux. « Aucune preuve concrète n'y confirme que nous pillons les ressources congolaises », a-t-il affirmé à l'agence Reuters. First Quantum, une société canadienne, a constaté : « Toutes les allégations implicites ou sous-entendues dans le rapport sont réfutées catégoriquement. » Le lieutenant général ougandais Salim Saleh, un demi-frère du président Museveni, de l'Ouganda, a nié les accusations portées contre lui. « J'ai des comptes à Londres et à Genève, a-t-il dit. Je peux garantir au monde qu'ils ne contiennent pas plus de 10 000 \$ ». En ce qui concerne les allégations selon lesquelles il aurait volé des diamants de la RDC, Saleh a dit : « Je n'ai jamais rien fait de tel. Mais pourquoi Anvers devrait-elle être le centre mondial du marché des diamants alors qu'il n'y a aucune mine en Belgique? En tant qu'Africains, nous devrions vendre nos propres diamants et autres ressources. »

Le rapport des Nations Unies donne son aval au Processus de Kimberley, qui établira un système international de certification des diamants bruts d'ici la fin de 2002, et recommande que le système soit doté d'un secrétariat permanent. Bien que le rapport demande la mise en place d'un processus général de surveillance continue par le Conseil de sécurité dans la région des Grands Lacs, il ne va pas jusqu'à recommander une surveillance périodique indépendante de tous les mécanismes nationaux de contrôle des diamants, un outil de contrôle absent du système de Kimberley.

Dans un communiqué sur le rapport des Nations Unies, Partenariat Afrique Canada et Global Witness ont demandé au Conseil de sécurité de donner son aval au Processus de Kimberley, mais tout en insistant pour qu'il crée un mécanisme indépendant de surveillance périodique afin d'examiner tous les systèmes nationaux de contrôle des diamants. Sans un tel mécanisme, ont dit les

ONG, le système de Kimberley serait inefficace et de Conseil de sécurité devrait continuer de surveiller lui-même les conflits reliés aux diamants.

On trouvera le rapport à <http://daccessods.un.org/doc/UNDOC/GEN/N02/62/1/80/IMG/N0262180.pdf?OpenElement>. On trouvera un rapport d'Amnistie internationale, *Le commerce de diamants dans les régions de la RDC tenues par le gouvernement*, également publié en octobre, à <http://www.efai.org/>. Le rapport de Christian Dietrich, *Monnaie forte : L'économie criminalisée des diamants de la République démocratique du Congo et des pays voisins*, est en ligne à www.partenariatafriquecanada.org.

Campagnes

Les campagnes des ONG contre les diamants de guerre ont pris de l'ampleur au cours de l'automne. **Amnistie Internationale** a produit un rapport intitulé *Le commerce de diamants dans les régions de la RDC tenues par le gouvernement*, qui traite des violations des droits de la personne et des mises à mort extrajudiciaires dans les régions diamantifères du pays. **PAC** et **NIZA** ont tenu un atelier de deux jours au sujet de la RDC, à Bruxelles, en septembre. Trente-cinq ONG de l'Europe, de l'Afrique et de l'Amérique du Nord y ont participé et leurs conclusions ont pris la forme de demandes au Conseil de sécurité pour qu'il prenne des mesures contre les diamants de guerre en RDC. L'ONG **ActionAid** a produit un document dont la publication coïncidait avec le **World Diamond Congress**, à Londres, en octobre, et qui demandait *L'auto-réglementation de l'industrie constitue-t-elle le lien le plus faible?* Le document faisait état du faible degré de sensibilisation aux diamants de guerre dans la vente au détail, et en appelait à l'industrie pour qu'elle fournisse des détails sur son projet d'auto-réglementation attendu de longue date. Les manifestants à l'extérieur du World Diamond Congress se sont regroupés autour d'une femme imitant **Marilyn Monroe** dans la robe qu'elle portait pour le film où elle chantait que « les diamants sont les meilleurs amis de la femme ». On a remis aux délégués une brochure présentant un enfant africain aux mains coupées. La brochure, produite par **ActionAid**, **Global Witness** et **Amnistie Internationale**, et intitulée *World Diamond Cop-Out*, priait l'industrie de publier et de mettre en œuvre un système d'auto-réglementation, à l'échelle de l'industrie, qui comprenne une surveillance indépendante crédible et des sanctions susceptibles de garantir que ceux qui font le commerce des diamants de guerre soient punis et exclus de l'industrie.

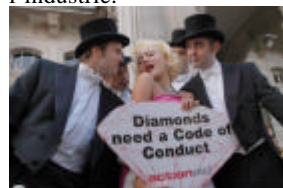


Photo : ActionAid

Veille médias

En septembre, l'éminent quotidien espagnol *el País* a publié un long article en deux parties sur la contrebande des diamants de guerre entre la République démocratique du Congo et le Zimbabwe. L'article décrivait un « réseau criminel sanctionné par l'État dont les complices et les intérêts s'étendent de l'Afrique et de l'Europe jusqu'au Moyen-Orient ». Plusieurs hauts fonctionnaires et officiers de l'armée du Zimbabwe ont été accusés de complicité dans un système de blanchiment de diamants utilisant comme prête-nom une société appelée **Oryx Natural Resources**. On allègue que la société faisait des paiements en argent à des membres haut placés du gouvernement du Zimbabwe ou à des personnes proches du président **Robert Mugabe**, qu'elle achetait des diamants de guerre en RDC et, dans certains cas, qu'elle en faisait la contrebande à l'étranger en affirmant qu'ils avaient été extraits de façon légale dans une concession appartenant à l'Oryx, en RDC. L'Oryx a déclaré que les accusations de *el País* étaient « complètement fausses » et « outrageusement diffamatoires ». L'article de *el País* a été repris plus tard dans le *Daily News* d'Harare. Il y a un an, la **BBC** a été tenue de présenter des excuses à l'Oryx pour avoir publié un article semblable. En octobre et en novembre, le **Center for Public Integrity**, situé à Washington, a produit une étude approfondie en 11 chapitres intitulée *The Business of War*, un travail exceptionnel effectué par l'**International Consortium of Investigative Journalists**. L'étude était axée sur les sociétés militaires privées (parfois appelées mercenaires), le trafic d'armes, la corruption, l'industrie pétrolière et les « capitalistes d'aventure ». Deux chapitres de l'étude traitaient des diamants : « Conflict Diamonds are Forever » et « Drugs, Diamonds and Deadly Cargoes », un regard sur les relations d'affaires criminelles complexes au Libéria et ailleurs, par **Leonid Minin**. On trouvera le recueil à www.public_i.org.

Mourir pour des diamants
Une amie, c'est éternel

Une société de Chicago a dit avoir mis au point un processus pour transformer en diamants les restes des corps humains incinérés. LifeGem Memorials a passé trois années à mettre le processus au point et prétend que ses diamants sont de qualité équivalente à celle des diamants de partout ailleurs. « Lifegem vous permettra de conserver les êtres chers près de vous et dans votre vie en tout temps », affirme le site web de la société. Cette dernière offre un service de paiement anticipé pour un « fonds de prévoyance » qui permet aux clients de se faire « éterniser » lorsque le moment sera arrivé. Les prix les plus bas sont de 1 995 \$ US pour un diamant de 0,25 carat, ou 1 495 \$ chacun pour deux diamants. Une pierre de 0,75 carat coûte 9995 \$ et la société prévoit offrir d'autres produits sous peu. La société s'occupe aussi des chiens.